



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : le 16 janvier 2013

GOVERNEUR CUOMO SIGNE LA LOI NY SAFE ACT A ROCHESTER

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo s'est rendu aujourd'hui à Rochester pour signer la loi new-yorkaise NY SAFE Act (Secure Ammunition and Firearms Enforcement Act) qui fera de New York l'état ayant des lois pour le contrôle des armes les plus strictes de toute la nation. La nouvelle loi contient des dispositions permettant d'empêcher les criminels condamnés et les personnes souffrant de maladie mentale et potentiellement dangereuses d'avoir accès aux armes ; elle interdit en outre les chargeurs à large capacité et les fusils d'assaut.

Avec cette loi, l'Etat de New York sera le premier état de toute la nation à interdire tout chargeur pouvant contenir plus de sept balles et instaurant l'obligation de réaliser une vérification des antécédents pour tout achat de munitions au moment de l'achat. La loi permettra aussi aux autorités de suivre en temps réel l'achat des munitions afin de pouvoir alerter la police en cas d'achat de large quantité, elle exige aussi que les certifications de permis pour les pistolets soient renouvelées tous les cinq ans. La loi corrige en outre une lacune relative à la vente privée en s'assurant que tout achat d'arme soit soumis à la vérification des antécédents et renforce les sanctions pénales contre ceux qui utilisent des armes illégales.

« Il est significatif de signer la loi NY SAFE Act ici à Rochester, où il y a seulement quelques semaines un tireur insensé a assassiné deux pompiers qui sont venus sur le lieu d'un incendie à Webster », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cette nouvelle loi limitera la violence causée par les armes à feu grâce au bon sens, aux réformes raisonnables qui feront de l'Etat de New-York un état où l'on peut vivre en sécurité. Quand la société fait face à de sérieux problèmes, il est le devoir du gouvernement d'agir pour les corriger, et la loi NY SAFE Act dote l'Etat de New York d'un instrument légal lui permettant d'avoir la protection la plus stricte et rigoureuse contre la violence par armes à feu. »

Le sénateur de l'Etat Ted O'Brien a déclaré : « Les communautés à travers cet état souffrent depuis trop longtemps d'une tragédie à l'autre, à cause de la violence par l'arme à feu – et Rochester n'est pas une exception. La nouvelle loi NY SAFE, signée par le Gouverneur Cuomo, va pouvoir combattre la violence par l'arme à feu et aider à prévenir contre des pertes futures de vies innocentes. Cette nouvelle législation dote notre état des lois pour le contrôle des armes les plus strictes du pays, en interdisant les chargeurs à grande capacité et les armes d'assaut tout en empêchant les individus souffrant de maladie

French

mentale et potentiellement dangereux d'avoir accès aux armes. Il s'agit là d'une amélioration sensée de nos lois pour le contrôle des armes, et la loi new-yorkaise NY SAFE Act prend toutes les mesures pour protéger nos familles. Je suis fier de soutenir la nouvelle loi du Gouverneur et de collaborer avec lui pour garantir la sécurité de notre état pour tout le monde. »

Le leader de la majorité à l'Assemblée, Joseph D. Morelle a quant à lui affirmé : « Après l'assassinat de deux braves pompiers à Webster et de 20 enfants innocents à Newtown, les New-yorkais ont exigé que quelque chose soit fait contre la violence par l'arme à feu. Nous avons répondu par une loi qui me semble tout à fait sensée et qui réduit la possibilité que de telles tragédies n'arrivent en restreignant la disponibilité des armes qui sont capables de causer un tel carnage. Je pense aussi que nous pouvons accomplir tout ceci en veillant aux droits des propriétaires qui respectent la loi. L'appel de réduire la disponibilité des fusils d'assaut à grande capacité faisait partie de mes premiers efforts en tant que membre de l'Assemblée, ainsi je me réjouis de participer à cette résurgence de la lutte contre la violence causée par l'arme à feu dans notre état. Je félicite le porte-parole M. Silver, le Gouverneur Cuomo et l'équipe dirigeante du Sénat d'avoir propulsé New York à l'avant-garde de la question la plus cruciale à laquelle nous faisons face en ce moment s'agissant de la sécurité publique. »

Le maire de Rochester Thomas S. Richards a déclaré: « Je félicite le Gouverneur Cuomo et nos législateurs d'Etat pour leur action rapide à faire passer la nouvelle Loi pour sécuriser les munitions et les armes à feu. Il s'agit là d'une réponse déterminée qui fait de la sécurité de nos citoyens la priorité des priorités. Je suis fier que l'Etat de New York soit le pionnier au niveau national en renforçant les lois pour le contrôle des armes grâce à la promulgation de la loi new-yorkaise NY SAFE Act . Trop de vies ont été détruites par la violence causée par les armes à feu. Notre communauté se remet de la perte de deux pompiers, les lieutenants Mike Chiapperini et Tomasz Kaczowka. Bien que nous reconnaissons qu'il n'y a pas une solution unique pour mettre fin à la violence, cette législation cruciale aura certainement un impact significatif. Désormais cette loi intégrante permettra de mieux protéger nos communautés et nos familles. Nous espérons que d'autres états ne tarderont pas à adopter des réformes similaires. »

Le Chef de la police de Rochester James Sheppard a affirmé : « Ces dernières années la Ville de Rochester n'a pas été épargnée quand il s'agit des actes de violence insensés, causés par les armes et les gangs. Pas plus tard que le mois dernier, une tragédie insupportable s'est passée non loin de Rochester, à Webster, où deux personnes héroïques ont perdu leurs vies par la violence par l'arme à feu. Le Gouverneur reconnaît que cet état de chose devrait immédiatement cessé, alors grâce à cette loi, la police et les organes judiciaires ont désormais les outils nécessaires pour réduire la violence par l'arme à feu, en nous permettant de suivre les propriétaires d'armes, de réglementer les ventes de munitions et de maintenir la sécurité de nos communautés. Je félicite le Gouverneur Cuomo pour son sens du leadership qui a pu faire de l'Etat de New York un modèle national s'agissant du contrôle sensé des armes. »

Les dispositions principales de la loi new-yorkaise NY SAFE Act sont :

Alerte relative à la santé mentale : La loi prescrit que les professionnels de la santé mentale indiquent aux agents de la santé mentale locaux les cas dans lesquels un patient pourrait s'engager dans un acte qui endommagerait sa propre vie et celles d'autres personnes. Ces informations seront comparées à la nouvelle base de données d'enregistrement des armes qui sera plus complète et sera régulièrement mise à jour. Si le patient possède une arme, le permis sera suspendu et la police sera autorisée à enlever les armes à feu de la personne.

Interdictions plus strictes des armes d'assaut : La loi donne une définition plus stricte des armes d'assaut et impose une interdiction immédiate sur la possession de ces types d'armes. Selon les définitions plus strictes, les pistolets et fusils semi-automatiques ayant un chargeur détachable et des caractéristiques militaires seront considérées comme armes d'assaut. Les fusils de chasse semi-automatiques aux caractéristiques militaires seront aussi considérés comme des armes d'assaut. Toute arme d'assaut en possession avant la promulgation de cette loi devra être enregistrée dans les 12 mois suivants cette loi et certifiée à nouveau tous les cinq ans. Les propriétaires des armes d'assaut précédemment acquis peuvent être vendus hors de l'état ou par le biais d'un titulaire d'un permis fédéral au sein de l'Etat de New York. Selon la nouvelle loi, l'arme de marque Bushmaster utilisée lors du massacre de Newtown dans le Connecticut serait illégal.

Réglementations plus rigoureuses sur les munitions : Grâce à cette loi, l'Etat de New York possédera la loi la plus restrictive en ce qui concerne les chargeurs à grande capacité dans le pays, avec une limite de la capacité passant de dix à sept balles. La loi inclut l'interdiction de posséder des chargeurs à grande capacité fabriqués avant 1994 et exigera des propriétaires de vendre ces chargeurs hors de l'Etat en moins d'un an. Les autres anciens chargeurs de dix balles peuvent être utilisés s'ils ne sont chargés que de 7 sept balles.

Pour suivre l'achat de munition en grande quantité, la loi fera de New York le premier état de la nation à suivre les achats de munitions en temps réel. Tous les distributeurs de munitions doivent être enregistrés auprès de la police d'état, et chaque vente exigera une vérification des antécédents au niveau étatique et la transmission des données de vente à la police d'état pour pouvoir signaler les cas de vente en grande quantité. Les enregistrements de munition seront purgés douze mois suivants leur soumission. Les distributeurs doivent signaler toute perte dans leur inventaire. La loi comprend en outre une interdiction de la vente de munitions en direct sur Internet. Les munitions vendues par Internet doivent être livrées par le biais d'une transaction en face à face en présence d'un distributeur d'armes à feu, et l'acheteur doit se soumettre à une vérification des antécédents dans l'état. Le tueur de la salle de cinéma Aurora a amassé 6 000 balles par le biais des ventes directes par Internet.

Renouvellement de certification des armes de poing et d'assaut : La loi exigera que les personnes qui possèdent un permis d'arme de poing ou qui ont enregistré une arme d'assaut dans l'Etat de New York renouvelle leur certification tous les cinq ans par le biais de leur district de résidence. Ces informations plus précises permettront à l'Etat d'établir une base de données de permis de possession de fusils qui peut être consultée et mise en comparaison avec d'autres base de données contenant les noms des personnes qui ne sont pas qualifiées à posséder des armes à feu, y compris ceux ayant une

condamnation criminelle, soumis à un internement forcé et ceux qui sont sujets à une ordonnance de protection, ainsi que des fichiers de décès.

Vérification universelle d'antécédents – corriger les lacunes des ventes privées : La loi exigera que tous les transferts entre personnes privées, à l'exception de la famille immédiate, se fassent par le biais d'un titulaire de permis d'armes fédéral et que l'acheteur se soumette à une vérification universelle d'antécédents (National Instant Criminal Background Check).

Disposition de Webster : Selon la loi, l'assassinat d'un agent de première intervention alors qu'il pratique sa profession devient un crime de la catégorie A-1, avec une peine obligatoire d'emprisonnement à vie sans sursis. Cette disposition a été conçue pour honorer la mémoire des lieutenants Mike Chiapperini et Tomasz Kaczowka qui ont été victimes d'une tuerie à l'arme à feu à Webster, New York, le 24 décembre 2012.

Prolonger et renforcer la Loi de Kendra : La Loi de Kendra (Kendra's Law) sera prolongée à deux ans – jusqu'en 2017 – et la période du traitement ambulatoire obligatoire sera prolongée de 6 mois à 1 an. En outre un examen sera exigé avant qu'un prisonnier malade mental ne soit libéré.

Protection des familles : Quand un juge émet une ordonnance de protection et pense qu'il existe des risques substantiels que l'individu concerné par l'ordonnance pourrait utiliser une arme contre la personne protégée par l'ordonnance, le juge doit exiger que le sujet rende son arme.

Rangement sûr : Pour mieux assurer que les armes sont gardées loin de ceux qui ne sont pas autorisés à les posséder, la loi exige le rangement sûr des armes à feu dans les résidences où vivent des individus qui ont été condamnés pour crime, qui sont en internement forcé ou qui sont soumis à une ordonnance de protection. La loi actuelle exige déjà que les armes vendues dans un magasin soient vendues avec un verrouilleur.

Garder les armes hors des écoles : Selon la nouvelle loi, la sanction pour la possession d'une arme à feu dans les limites des terrains scolaires et dans le car scolaire augmentera du délit simple à un crime de la catégorie E. La loi de l'Etat SAVE Act (Safe Schools Against Violence in Education) exige que les districts scolaires conçoivent des plans de sécurité scolaire comprenant l'évacuation, la sortie des classes, la réaction de la communauté et l'alerte des familles, de la police et d'autres écoles de la région en cas d'un incident violent ou d'une autre urgence. La loi permettra aux districts scolaires de soumettre leurs plans de sécurité à une Equipe d'amélioration de la sécurité scolaire de l'Etat de New York (New York State School Safety Improvement Team), nouvellement créée et comprenant des représentants de toutes les agences de l'état ayant une expertise considérable (par ex. DHSES, police étatique, DCJS), qui pourra réviser les plans et assister les localités à développer ces plans. Certaines améliorations désignées des systèmes de sécurité pourront être admissibles au remboursement selon la formule de l'état visant la subvention aux bâtiments scolaires. New York City, Buffalo, Rochester, Yonkers et Syracuse seront exemptés.

Sanctions pénales plus rigoureuses contre l'utilisation illégale des armes : La loi introduit des sanctions pénales plus strictes pour ceux qui utilisent illégalement les armes ainsi que des mesures pouvant aider à combattre la violence des gangs. Les sanctions pénales plus strictes comprennent :

- La possession d'une arme non chargée passe d'un délit à un crime de la catégorie E.
- La blessure intentionnelle d'un enfant par l'arme à feu devient un crime de la catégorie D.
- L'achat d'une arme pour quelqu'un dont l'acheteur sait pertinemment qu'il n'est pas qualifié à posséder une arme selon la loi, compte tenu d'une condamnation pour un crime, d'un internement forcé ou tout autre facteur disqualifiant, passe du délit à un crime de la catégorie D. La loi fait passer aussi la vente ou le transfert d'arme à feu à un individu qui ne devrait pas posséder une arme à un crime de la catégorie D.
- Des sanctions plus rigoureuses devraient permettre la poursuite judiciaire plus efficace des membres d'un gang, en permettant au procureur d'exiger un emprisonnement d'au moins 25 ans ou à vie (auparavant seulement 15 ans) pour un groupe entier impliqué dans un meurtre.
- L'utilisation ou le port d'une arme à feu pendant le trafic de drogues ou l'acte d'un crime violent conduira à une peine minimale obligatoire de 5 ans, si l'arme est chargée, et une peine minimale obligatoire de 3 ans et demie $\frac{1}{2}$, si l'arme n'est pas chargée. (Le tribunal pourra imposer une peine inférieure en cas de trafic de drogues suivant les facteurs atténuants).
- Partager une arme avec une personne qui n'est pas autorisée de posséder une arme et qui commet un crime constituera la facilitation d'un acte criminel.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418